

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.204/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 11 août 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "exécutant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes", a donné le 6 septembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, paragraphe 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. La loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (ci-après la "loi sur les armes" ¹), dont le projet d'arrêté entend assurer l'exécution, a été soumise à un régime particulier d'entrée en vigueur : le Roi est chargé de fixer la date de l'entrée en vigueur des articles 4 à 7, 14, 16 à 18, 20, 21, 25 et 30 à 32 de la loi, tous les autres articles étant entrés en vigueur le jour de la publication de la loi précitée au Moniteur belge ².

Le projet d'arrêté entend fixer la date de l'entrée en vigueur de certains des articles précités de la loi sur les armes, en l'occurrence les articles 6, 16, 30, 31 et 32.

Le résultat auquel aboutit le choix des dispositions qui seraient ainsi mises en vigueur n'apparaît pas toujours pleinement cohérent.

Ainsi tout particulièrement :

a) l'article 6 de la loi sur les armes, que le projet d'arrêté suggère de mettre en vigueur, renvoie notamment à une disposition, l'article 5, qui n'est pas en vigueur et que le projet d'arrêté n'envisage pas de mettre en vigueur;

(1) Ceci conformément à ce que prévoit l'article 46 de la loi.

(2) Voir l'article 49 de la loi.

b) alors que la mise en vigueur de l'article 6 de la loi sur les armes impliquerait logiquement celle de l'article 7, en tant que ce dernier se rapporte aux activités visées à l'article 6, le projet d'arrêté ne prévoit pas de disposition en ce sens;

c) les articles 30 à 32 de la loi sur les armes, que le projet d'arrêté suggère de mettre en vigueur, renvoient notamment à des dispositions, les articles 5, 14, 17, 20 et 21, qui ne sont pas en vigueur et que le projet d'arrêté n'envisage pas de mettre en vigueur.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

2. Selon son intitulé, le projet d'arrêté tend à exécuter la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

Or, contrairement à ce que cet intitulé pourrait donner à penser, le projet d'arrêté a pour objet d'exécuter, non pas l'ensemble de la loi du 8 juin 2006, mais seulement certaines de ses dispositions. Il importe aussi de relever qu'il laisse dépourvues d'exécution plusieurs des dispositions en vigueur de cette loi dont l'application requiert des mesures réglementaires d'exécution³.

En outre, comme indiqué dans l'observation générale n° 3 ci-dessous, plusieurs dispositions du projet d'arrêté trouvent leur fondement légal, non pas dans la loi du 8 juin 2006, précitée, mais dans la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Quant à la forme, l'intitulé du projet d'arrêté devrait être adapté en vue de mieux correspondre au contenu de celui-ci.

(3) Ainsi, pour ne prendre que deux exemples en rapport avec des dispositions de la loi du 8 juin 2006, précitée, qui sont visées à l'alinéa 1^{er} du préambule, le projet d'arrêté n'assure pas l'exécution de l'article 11, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de cette loi, et pas davantage celle de l'article 13, alinéa 1^{er}, pourtant étroitement lié à l'article 12.

Quant au fond, il conviendrait, pour éviter tout vide juridique, que le projet d'arrêté soit complété de manière à contenir l'ensemble des mesures réglementaires que doit encore prendre le Roi pour permettre l'application des dispositions en vigueur de la loi sur les armes.

3. Il ressort de l'alinéa 1^{er} du préambule que, pour les auteurs du projet d'arrêté, celui-ci trouve son fondement légal dans les articles 6, 11, 12, 22, 27, 34, 35, 5°, 44, 45, 47, 48 et 49 de la loi sur les armes.

Si ces dispositions fournissent effectivement un fondement légal au projet d'arrêté, d'autres dispositions de la loi sur les armes procurent également un fondement légal à celui-ci.

Ainsi :

a) l'article 3 de la loi sur les armes confère un fondement légal aux dispositions figurant aux articles 5, 6, 9, 10 et 14⁴ du projet d'arrêté, ainsi qu'à celles, figurant à l'article 20, qui abrogent des dispositions réglementaires relatives à la classification des armes;

b) l'article 35, 1°, de la loi sur les armes confère un fondement légal aux dispositions, prévues par l'article 12 du projet d'arrêté, qui tendent à modifier l'arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions;

c) l'article 35, 6°, de la loi sur les armes confère un fondement légal :

- aux dispositions, prévues par l'article 7 du projet d'arrêté, qui tendent à apporter des modifications aux chapitres VIII et IX de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

⁽⁴⁾ Ceci sous réserve de l'observation faite au sujet de cet article.

- aux dispositions, prévues par l'article 8 du projet d'arrêté, qui tendent à modifier l'arrêté royal du 8 août 1994 relatif aux cartes européennes d'armes à feu;
- à l'article 17, paragraphe 2, du projet d'arrêté.

d) l'article 35, 7°, de la loi sur les armes confère un fondement légal aux dispositions, prévues par l'article 7 du projet d'arrêté, qui tendent à apporter des modifications aux chapitres VIII et IX de l'arrêté royal précité du 20 septembre 1991.

Il importe aussi d'observer que plusieurs dispositions du projet d'arrêté trouvent leur fondement légal, non pas dans la loi sur les armes, mais dans des dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions qui, à ce jour, sont toujours en vigueur ⁵.

Ainsi en va-t-il :

a) des dispositions, prévues par l'article 7 du projet d'arrêté, qui tendent à apporter des modifications au chapitre II de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans les articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 janvier 1933, précitée;

b) des dispositions, prévues par l'article 7 du projet d'arrêté, qui tendent à apporter des modifications au chapitre IV de l'arrêté royal précité du 20 septembre 1991, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans l'article 7 de la loi du 3 janvier 1933, précitée;

c) sous réserve de l'observation n° 1 faite au sujet de l'article 13 du projet d'arrêté, des dispositions, prévues par cet article, qui tendent à modifier l'arrêté royal du 16 septembre 1997 déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans l'article 28, alinéa 3, de la loi du 3 janvier 1933, précitée;

⁽⁵⁾ Voir sur ce point l'article 47 de la loi sur les armes.

d) des dispositions, prévues par l'article 15 du projet d'arrêté, qui tendent à modifier l'arrêté royal du 13 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément des stands de tir, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans l'article 14^{ter} de la loi du 3 janvier 1933, précitée.

Le préambule du projet d'arrêté sera complété en conséquence.

4. L'article 37 de la loi sur les armes crée un conseil consultatif des armes.

Ce texte, qui fait partie des dispositions en vigueur de la loi sur armes, prévoit, en son alinéa 2, seconde phrase, que l'avis dudit conseil est requis sur les projets d'arrêtés pris en exécution de divers points de l'article 35 de ladite loi.

Plusieurs dispositions du projet d'arrêté sont de celles pour lesquelles l'avis du conseil est requis.

Ainsi en va-t-il :

a) des dispositions, prévues par l'article 7 du projet d'arrêté, qui tendent à apporter des modifications aux chapitres VIII et IX de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans l'article 35, 6° et 7°, de la loi sur les armes;

b) des dispositions, prévues par l'article 8 du projet d'arrêté, qui tendent à modifier l'arrêté royal du 8 août 1994 relatif aux cartes européennes d'armes à feu, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans l'article 35, 6°, de la loi sur les armes;

c) des dispositions, prévues par l'article 12 du projet d'arrêté, qui tendent à modifier l'arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions, ces dispositions trouvant leur fondement légal dans l'article 35, 1°, de la loi sur les armes;

.../...

d) de l'article 17, paragraphe 2, du projet d'arrêté, qui trouve son fondement légal dans l'article 35, 6°, de la loi sur les armes.

En l'espèce, comme l'ont confirmé les délégués de la ministre, le conseil consultatif des armes n'a pas été consulté sur ces dispositions.

Il est vrai qu'à ce jour, comme l'ont également confirmé les délégués de la ministre, les membres du conseil n'ont pas été nommés, et le Roi n'a pas fait usage du pouvoir que Lui attribue l'article 37, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la loi sur les armes, de fixer le mode de fonctionnement du conseil.

L'article 37 de la loi sur les armes étant en vigueur, ces circonstances ne suffisent pas à faire admettre que les dispositions pour lesquelles l'avis du conseil est requis soient prises sans un tel avis.

Il conviendra de veiller à l'accomplissement de ladite formalité.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

1. Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, première phrase, il n'y a pas lieu de rappeler que la décision prise par le gouverneur doit être motivée, cette obligation résultant déjà de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Le texte sera revu en conséquence.

2. Alors que l'article 6, § 2, de la loi sur les armes charge le Roi de déterminer les conditions auxquelles le gouverneur peut délivrer les agréments spéciaux que vise cette disposition, le paragraphe 2 en projet laisse au gouverneur un très large pouvoir d'appréciation dans l'examen cas par cas des demandes qui lui sont soumises et dans la détermination des conditions de délivrance des agréments spéciaux.

Il conviendrait que le projet d'arrêté fixe lui-même de manière plus précise les critères essentiels d'appréciation des demandes d'agrément spécial.

Le texte sera revu en conséquence.

Article 2

Le texte à l'examen est à mettre en rapport avec l'article 11, § 3, 9°, de la loi sur les armes, qui énonce l'une des conditions auxquelles une personne doit satisfaire en vue d'obtenir une autorisation de détention d'une arme à feu.

Cette disposition législative est rédigée comme suit :

"9° justifier d'un motif légitime pour l'acquisition de l'arme concernée et des munitions. Le type de l'arme doit correspondre au motif pour lequel elle a été demandée. Ces motifs légitimes sont, dans des conditions à déterminer par le Roi par arrêté délibéré en conseil des ministres :

- a) la chasse et des activités de gestion de la faune;
- b) le tir sportif et récréatif;
- c) l'exercice d'une profession présentant des risques particuliers;
- d) la défense personnelle de personnes qui courent un risque objectif et important et qui démontrent en outre que la détention d'une arme à feu diminue ce risque important dans une large mesure et peut les protéger;
- e) l'intention de constituer une collection d'armes historiques;
- f) la participation à des activités historiques, folkloriques, culturelles ou scientifiques".

.../...

Lors des travaux préparatoires de la loi du 8 juin 2006, précitée, l'objet et la portée de l'habilitation que donne au Roi la disposition citée, ont été présentés comme suit :

"Vu que le motif légitime (est) susceptible de varier selon la situation, le type d'arme et la qualité de la personne intéressée, les motifs acceptables énumérés dans la loi seront précisés, avec toutes les nuances nécessaires, dans un arrêté d'exécution."⁶

L'article 2 du projet d'arrêté ne met véritablement en oeuvre l'habilitation donnée au Roi, ainsi explicitée lors des travaux préparatoires de la loi du 8 juin 2006, précitée, qu'en ce qui concerne le motif indiqué au littera e) de l'article 11, § 3, 9°, de celle-ci.

Pour le reste, le texte à l'examen est totalement lacunaire.

On observe à ce sujet qu'en prévoyant seulement, au 1°, que, "pour tous les motifs énumérés", les armes utilisées doivent être "appropriées à ces fins", le projet d'arrêté ne fait rien d'autre que paraphraser la règle, déjà formulée par l'article 11, § 3, 9°, de la loi sur les armes, selon laquelle "le type de l'arme doit correspondre au motif pour lequel (l'autorisation) a été demandée". Par ailleurs, en prévoyant, en ce qui concerne le motif indiqué au littera f) de l'article 11, § 3, 9°, de la loi, l'obligation de "démontrer la nécessité de la détention d'une arme à feu et éventuellement de munitions", le 3° ne fait rien d'autre que rappeler l'obligation, résultant déjà de cette disposition législative, de justifier du motif légitime dont il s'agit. Ce faisant, le projet d'arrêté est en défaut d'apporter les précisions et les nuances que, comme l'indiquent les travaux préparatoires de la loi du 8 juin 2006, précitée, il incombe au Roi d'apporter en tenant compte de la diversité des hypothèses qui sont susceptibles de se présenter.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

⁽⁶⁾ Doc. parl., Chambre, session 2005-2006, n° 2263/1, p. 26.

Article 3

Le texte en projet, qui tend à exécuter l'article 12 de la loi sur les armes, envisage uniquement l'hypothèse de la cession d'armes à feu à ou par des personnes appartenant aux catégories visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de cette disposition législative. Il est ainsi en défaut de prendre en compte l'hypothèse où une telle cession est faite à ou par des personnes appartenant aux catégories visées à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, de ladite disposition.

Par ailleurs, les paragraphes 1^{er} et 3 en projet font largement double emploi avec la disposition par laquelle l'article 7 du projet d'arrêté tend à remplacer l'article 25 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Article 4

L'alinéa 3 est rédigé de façon incohérente : alors qu'il résulte de la première phrase que l'alinéa 2 ne s'applique pas à la destruction des armes qui sont visées, la seconde phrase est formulée en des termes faisant apparaître que les auteurs du texte partent du présupposé que l'alinéa 2 est applicable à la destruction de ces armes. Il appartiendra aux auteurs du texte d'exprimer leur intention exacte.

En outre, le texte doit être complété pour fixer, conformément à l'article 35, 5°, de la loi sur les armes, les conditions essentielles dans lesquelles des armes peuvent être détruites par des entreprises désignées à cette fin par le gouverneur.

Article 5

Il résulte de la disposition à l'examen qu'il est envisagé de maintenir dans la catégorie des armes prohibées les frondes visées à l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 9 août 1980 classant dans la catégorie des armes prohibées les fléaux dénommés "Nunchaku" et certaines frondes.

Les frondes en question ne figurent pas dans la liste des armes prohibées que fixe l'article 3, § 1^{er}, 1° à 15°, et 17°, de la loi sur les armes.

Elles ne pourraient être considérées comme étant des armes prohibées que s'il était établi qu'elles "peuvent constituer un grave danger pour la sécurité publique", conformément à l'article 3, § 1^{er}, 16°, de la loi.

Si tel n'était pas le cas, il s'agirait alors d'"armes non à feu", réputées en vente libre en vertu de l'article 3, § 2, 1°, de la loi sur les armes, ceci sous réserve du pouvoir que l'article 3, § 3, 2°, de la loi précitée donne au Roi de les classer dans la catégorie des armes soumises à autorisation.

S'il n'était pas établi que les frondes visées à l'article 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 9 août 1980 "peuvent constituer un grave danger pour la sécurité publique" au sens de l'article 3, § 1^{er}, 16°, de la loi, il conviendrait d'abroger entièrement l'arrêté royal du 9 août 1980.

Article 6

Il résulte des explications des délégués de la ministre que la disposition par laquelle il est envisagé de remplacer l'article 4 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes de panoplie - devenant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes à feu d'intérêt historique, folklorique ou décoratif et aux armes à feu rendues inaptes au tir - est destinée à s'appliquer uniquement aux armes soumises à cet arrêté, et non pas, comme le texte en projet le laisse entendre, à l'ensemble des armes à feu en vente libre.

Le texte sera revu en conséquence.

Article 7

1. Les modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, tendent à assurer l'exécution, selon le cas, de cette dernière loi ou de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

Il s'indiquerait, pour éviter toute ambiguïté, que l'intitulé de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, précité, soit revu en conséquence.

2. Dans le chapitre III de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, précité, la disposition à l'examen maintient le régime d'autorisation provisoire de détention d'une arme à feu, qu'organise, tout particulièrement, l'article 9bis, § 4, de cet arrêté.

Ceci est contraire à l'article 11 de la loi sur les armes, qui ne prévoit pas un tel régime.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

3. En ce qui concerne la disposition par laquelle il est envisagé de remplacer l'article 25 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, précité, il est renvoyé à ce qui a été dit au sujet de l'article 3 du projet d'arrêté.

Article 8

Il résulte de la modification qu'il est envisagé d'apporter à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 août 1994 relatif aux cartes européennes d'armes à feu que celles-ci seraient destinées, non plus à toutes les personnes qui se déplacent dans un État membre de l'Union européenne avec des armes à feu et les munitions correspondantes, mais à celles de ces personnes qui ont la qualité de chasseur ou de tireur sportif.

.../...

Or, l'article 1^{er}, § 4, de la directive 91/477/CE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes définit la carte européenne d'arme à feu comme étant "un document délivré par les autorités des États membres, à sa demande, à une personne qui devient légalement détenteur et utilisateur d'une arme à feu", sans viser uniquement les personnes qui ont la qualité de chasseur ou de tireur sportif.

La modification qu'il est envisagé d'apporter à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 août 1994, précité, sera donc omise.

Article 9

Les dispositions qui, selon le texte à l'examen, sont appelées à former les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1995 ⁷, sont à mettre en rapport avec l'article 34 de la loi sur les armes, qui permet au Roi d'étendre en tout ou en partie aux armes autres que les armes à feu, les dispositions des articles 5 à 7, 10 à 22 et 33 de cette loi.

À ce titre, le Roi dispose d'un fondement légal pour rendre applicables aux armes que vise le texte en projet, les articles 10 à 12 ⁸ et l'article 19 de la loi sur les armes.

Par contre, il ne peut être admis que soient rendues applicables à ces armes les dispositions de l'arrêté royal du 20 septembre 1991, précité, dont le texte en projet fait mention, lesdites dispositions ne trouvant pas leur fondement légal dans les articles de la loi sur les armes qu'énumère l'article 34 de celle-ci .

⁽⁷⁾ Arrêté royal du 30 mars 1995 relatif au classement de certaines armes à air ou à gaz et modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes de panoplie et l'arrêté royal du 11 janvier 1995 classant certaines armes d'alarme dans la catégorie des armes de défense.

⁽⁸⁾ Dès lors que l'article 12 est rendu applicable, il serait logique de rendre aussi applicable l'article 13, qui est étroitement lié à l'article 12. Les délégués de la ministre en ont convenu.

Enfin, si l'article 34 permet de rendre applicables aux armes visées les articles 17 et 18 de la loi sur les armes, il ne peut être perdu de vue que ceux-ci ne sont, à ce jour, pas en vigueur et que le projet d'arrêté n'envisage pas de les mettre en vigueur.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Article 10

La première phrase de la disposition qui, selon le texte à l'examen, est appelée à former l'article 2 de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 classant certaines armes d'alarme dans la catégorie des armes de défense, n'a d'autre objet que de rappeler l'application des dispositions qui sont visées aux armes à feu concernées. Un tel rappel est inutile.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Article 12

1. Les modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'article 2, 1°, à l'article 4, alinéa 2, et à l'article 5, 5°, de l'arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions, supposent que l'article 5 de la loi sur les armes⁹ soit en vigueur.

Or, à ce jour, tel n'est pas le cas, et le projet d'arrêté n'envisage pas de faire entrer en vigueur cette disposition.

Le texte sera revu en conséquence.

⁽⁹⁾ Est ici visée la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, et non pas la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, comme tel est le cas dans la version actuellement en vigueur de l'arrêté royal du 24 avril 1997, précité.

2. Dans le texte tendant à modifier l'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 24 avril 1997, précité, il est fait référence à l'arrêté royal du 16 septembre 1997 déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Il est renvoyé, sur ce point, à l'observation faite au sujet de l'article 13 du projet d'arrêté.

Article 13

1. Le projet d'arrêté tend à apporter diverses modifications à l'arrêté royal du 16 septembre 1997 déterminant le montant des droits et redevances perçus en application de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

L'arrêté royal du 16 septembre 1997, précité, a été pris sur la base de l'article 28, alinéa 3, de la loi du 3 janvier 1933, précitée.

Cette disposition législative, qui est toujours en vigueur, habilite le Roi à déterminer le montant des droits ou redevances perçus à l'occasion de la délivrance des documents prévus par la loi du 3 janvier 1933, précitée.

La loi précitée du 8 juin 2006 ne contient, quant à elle, pas de disposition envisageant la perception d'un prélèvement financier à l'occasion de la délivrance des documents qu'elle prévoit ¹⁰.

⁽¹⁰⁾ Selon les travaux préparatoires de la loi du 8 juin 2006, "le montant des droits à percevoir à l'occasion de ces délivrances de documents fera l'objet d'une loi" (Doc. parl., Chambre, session 2005-2006, n° 2263/1, p. 35). Celle-ci n'est, à ce jour, pas intervenue.

À défaut de disposition législative permettant et organisant la perception d'un prélèvement financier à l'occasion de la délivrance des documents que prévoit la loi du 8 juin 2006, précitée, un tel prélèvement ne peut être perçu : la Constitution exige que tout prélèvement financier au profit de l'État trouve sa source dans une loi, qu'il s'agisse d'un impôt ¹¹ ou d'une rétribution ¹².

Il convient de préciser que l'article 28, alinéa 3, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, ne peut tenir lieu de fondement légal pour la perception d'un prélèvement financier à l'occasion de la délivrance des documents que prévoit la loi précitée du 8 juin 2006 : cette disposition n'a été conçue que pour permettre la perception de droits ou de redevances à l'occasion de la délivrance des documents prévus par la loi du 3 janvier 1933, précitée.

La disposition à l'examen s'expose à cet égard à critique. En effet, ses auteurs sont partis du présupposé que le régime des droits et redevances organisé, sur la base de l'article 28, alinéa 3, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, par l'arrêté royal du 16 septembre 1997, précité, pouvait s'appliquer à la délivrance, non seulement des documents prévus par les dispositions de la loi du 3 janvier 1933, précitée, encore en vigueur, mais aussi des documents prévus par la loi du 8 juin 2006, précitée.

Le projet d'arrêté sera revu pour tenir compte de cette observation.

2. À deux reprises, le texte à l'examen fait référence à l'article 17 de la loi sur les armes.

Or, à ce jour, cette disposition n'est pas en vigueur, et le projet d'arrêté n'envisage pas de la faire entrer en vigueur.

Le texte sera revu en conséquence.

⁽¹¹⁾ Article 170 de la Constitution.

⁽¹²⁾ Article 173 de la Constitution.

Article 14

La disposition à l'examen se donne pour objet de ranger dans la catégorie des armes en vente libre quatre types d'armes : les pistolets de signalisation, les appareils d'abattage, les appareils de dressage de chiens de chasse et les armes anesthésiantes. Il est également précisé que les articles 5 et 7 de la loi sur les armes s'appliquent aux appareils de dressage de chiens de chasse.

Il convient, à ce sujet, d'observer ce qui suit :

1. L'article 3, § 2, 4°, de la loi sur les armes rattache les pistolets de signalisation et les appareils d'abattage à la catégorie des armes en vente libre.

Mais il soumet ce rattachement à la condition que le Roi fixe les modalités selon lesquelles ces armes peuvent être considérées comme étant en vente libre.

Or, en l'état, il n'apparaît pas que tel soit le cas.

2. En ce qui concerne les appareils de dressage de chiens de chasse, on n'aperçoit pas à quel titre ils pourraient être considérés comme étant des armes en vente libre.

Comme il s'agit d'armes à feu, d'une part, ces appareils sont, en vertu de l'article 3, § 3, 1°, de la loi sur les armes, réputés être des armes soumises à autorisation et, d'autre part, lorsqu'ils seront en vigueur ¹³, les articles 5 et 7 de la loi s'y appliqueront, sans que le Roi n'ait à le rappeler.

⁽¹³⁾ Ce qui, en l'état, n'est pas le cas.

3. Quant aux armes anesthésiantes, il y a lieu de distinguer :

a) En tant qu'il s'agit d'armes à feu, on n'aperçoit pas à quel titre elles pourraient être considérées comme étant des armes en vente libre. En vertu de l'article 3, § 3, 1°, de la loi sur les armes, elles sont réputées soumises à autorisation.

b) Par contre, on peut admettre que, quand les armes anesthésiantes ne sont pas à feu, il s'agit d'"armes non à feu", réputées en vente libre en vertu de l'article 3, § 2, 1°, de la loi sur les armes. Il est à cet égard inutile de le rappeler dans un arrêté.

Le projet d'arrêté sera revu pour tenir compte de ce qui précède.

Article 15

Dans le texte appelé à remplacer l'article 5, alinéa 3, de l'arrêté royal du 13 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément des stands de tir, on n'aperçoit pas pour quel motif admissible au regard du principe constitutionnel de l'égalité devant la loi il n'est plus fait mention, à la différence du texte actuellement en vigueur, des agents de gardiennage.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'autorisation de détention provisoire, il est renvoyé à l'observation n° 2 relative à l'article 7 du projet d'arrêté.

Articles 17 et 18

1. Selon l'article 17, § 1^{er}, 1°, deuxième phrase, et l'article 18, 1°, deuxième phrase, lorsqu'il apparaît qu'une arme remise à la police locale est recherchée ou signalée, cette arme "est saisie selon la procédure normale".

Il n'est pas au pouvoir du Roi d'imposer de manière générale qu'une telle mesure soit prise dans les catégories d'hypothèses envisagées.

.../...

En conséquence, la deuxième phrase de l'article 17, § 1^{er}, 1°, et la deuxième phrase de l'article 18, 1°, seront omises.

2. L'article 17, § 2, appelle les observations suivantes :

a) Le 2° prévoit la délivrance d'un "formulaire modèle n° 9 ", c'est-à-dire du formulaire conforme au modèle n° 9 fixé par l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions en cas de cession d'une arme à feu de chasse ou de sport.

Or, l'hypothèse visée par la disposition en projet est étrangère à celle de la cession d'une arme.

Le texte sera revu en conséquence.

b) Au 3°, le texte doit préciser quelles sont les conditions d'enregistrement de l'arme.

3. L'article 18 appelle encore les observations suivantes :

a) Au 1°, le texte doit déterminer les hypothèses dans lesquelles il est admis que l'arme ne soit pas chargée.

b) En ce qui concerne la seconde phrase du 2°, il est renvoyé à l'observation faite au sujet de l'article 4.

Article 20

Comme l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'arrêté royal du 14 juin 1933, précité, dont il est fait mention au 1° est celui qu'a abrogé l'article 32 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

Cet arrêté étant déjà abrogé, il n'y a pas lieu de l'abroger à nouveau.

En conséquence, au 1°, la mention dudit arrêté sera omise.

Article 21

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, à moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	conseiller d'État, président,
Mesdames	Ph. QUERTAINMONT, M. BAGUET,	conseillers d'État,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.204/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 11 augustus 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens", heeft op 6 september 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Voor de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (hierna te noemen : wapenwet ¹), tot uitvoering waarvan het ontwerpbesluit strekt, is in een bijzondere inwerkingtredingsregeling voorzien : de Koning is ermee belast de datum van inwerkingtreding te bepalen voor de artikelen 4 tot 7, 14, 16 tot 18, 20, 21, 25 en 30 tot 32 van de wet; alle overige artikelen zijn in werking getreden op de dag waarop de genoemde wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt ².

In het ontwerpbesluit wordt de datum van inwerkingtreding van een aantal van de voornoemde artikelen van de wapenwet vastgesteld, in casu van de artikelen 6, 16, 30, 31 en 32.

De keuze van de bepalingen die aldus in werking worden gesteld, blijkt, gezien het resultaat ervan, niet altijd geheel logisch te zijn.

(¹) Overeenkomstig hetgeen bepaald is in artikel 46 van de wet.

(²) Zie artikel 49 van de wet.

Meer bepaald :

a) wordt in artikel 6 van de wapenwet, dat volgens het ontwerpbesluit in werking zou worden gesteld, onder meer verwezen naar een bepaling, artikel 5, die niet van kracht is en waarvan de inwerkingstelling niet beoogd wordt in het ontwerpbesluit;

b) onderstelt de inwerkingstelling van artikel 6 van de wapenwet logischerwijze dat ook artikel 7 in werking wordt gesteld, voorzover laatstgenoemd artikel betrekking heeft op de activiteiten genoemd in artikel 6, maar bevat het ontwerpbesluit geen bepaling in die zin;

c) verwijzen de artikelen 30 tot 32 van de wapenwet, die volgens het ontwerpbesluit in werking zouden worden gesteld, onder meer naar bepalingen - de artikelen 5, 14, 17, 20 en 21 - die niet van kracht zijn en waarvan de inwerkingstelling niet beoogd wordt in het ontwerpbesluit.

Het ontwerpbesluit moet bijgevolg worden herzien.

2. Het ontwerpbesluit strekt volgens het opschrift ervan tot uitvoering van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

In tegenstelling tot de indruk die dat opschrift kan wekken, strekt het ontwerpbesluit er echter niet toe het geheel van de wet van 8 juni 2006 ten uitvoer te leggen, maar slechts een aantal bepalingen ervan. Er moet ook op gewezen worden dat het verscheidene van kracht zijnde bepalingen van die wet, voor de toepassing waarvan verordenende uitvoeringsmaatregelen vereist zijn, niet ten uitvoer legt ³.

⁽³⁾ Zo bijvoorbeeld, om maar twee voorbeelden te noemen in verband met bepalingen van de voornoemde wet van 8 juni 2006 waarnaar verwezen wordt in het eerste lid van de aanhef, legt het ontwerpbesluit artikel 11, paragraaf 1, tweede lid, van die wet niet ten uitvoer, net zo min als artikel 13, eerste lid, dat nochtans nauw verband houdt met artikel 12.

Bovendien halen verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit, zoals hierna vermeld in algemene opmerking nr. 3, hun rechtsgrond niet uit de voornoemde wet van 8 juni 2006, maar uit de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

De vorm van het opschrift van het ontwerpbesluit moet aangepast worden zodat hij beter overeenstemt met de inhoud ervan.

Ten gronde behoort het ontwerpbesluit, om iedere juridische leemte te voorkomen, zo te worden aangevuld dat het alle verordeningsmaatregelen bevat die de Koning nog moet nemen om de toepassing van de van kracht zijnde bepalingen van de wapenwet mogelijk te maken.

3. Uit het eerste lid van de aanhef blijkt dat de rechtsgrond van het ontwerpbesluit volgens de stellers ervan, de artikelen 6, 11, 12, 22, 27, 34, 35, 5°, 44, 45, 47, 48 en 49 van de wapenwet zijn.

Die bepalingen leveren daadwerkelijk rechtsgrond op voor het ontwerpbesluit, maar ook andere bepalingen van de wapenwet doen dat.

Zo bijvoorbeeld :

a) levert artikel 3 van de wapenwet rechtsgrond op voor de bepalingen in de artikelen 5, 6, 9, 10 en 14 ⁴ van het ontwerpbesluit, en voor de bepalingen van artikel 20 waarbij verordeningsbepalingen inzake de indeling van wapens worden opgeheven;

b) levert artikel 35, 1°, van de wapenwet rechtsgrond op voor de bepalingen van artikel 12 van het ontwerpbesluit die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen;

⁽⁴⁾ Onder voorbehoud van de opmerking die over dat artikel is gemaakt.

c) levert artikel 35, 6°, van de wapenwet rechtsgrond op voor :

- de bepalingen vervat in artikel 7 van het ontwerpbesluit die ertoe strekken wijzigingen aan te brengen in de hoofdstukken VIII en IX van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie;
- de bepalingen vervat in artikel 8 van het ontwerpbesluit die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 augustus 1994 betreffende de Europese Vuurwapenpassen;
- artikel 17, paragraaf 2, van het ontwerpbesluit.

d) levert artikel 35, 7°, van de wapenwet rechtsgrond op voor de bepalingen vervat in artikel 7 van het ontwerpbesluit die ertoe strekken wijzigingen aan te brengen in de hoofdstukken VIII en IX van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991.

Er valt ook op te merken dat verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit hun rechtsgrond niet uit de wapenwet halen, maar uit bepalingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie die thans nog van kracht zijn ⁵.

Dat geldt :

a) voor de bepalingen vervat in artikel 7 van het ontwerpbesluit die ertoe strekken wijzigingen aan te brengen in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in de artikelen 1 en 2 van de voornoemde wet van 3 januari 1933;

⁽⁵⁾ Zie wat dat betreft artikel 47 van de wapenwet.

b) voor de bepalingen vervat in artikel 7 van het ontwerpbesluit die ertoe strekken wijzigingen aan te brengen in hoofdstuk IV van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in artikel 7 van de voornoemde wet van 3 januari 1933;

c) onder voorbehoud van opmerking 1 gemaakt bij artikel 13 van het ontwerpbesluit, voor de bepalingen vervat in dat artikel die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 september 1997 tot bepaling van het bedrag van de rechten en retributies die geheven worden met toepassing van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in artikel 28, derde lid, van de voornoemde wet van 3 januari 1933;

d) voor de bepalingen vervat in artikel 15 van het ontwerpbesluit die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2000 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van schietstanden, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in artikel 14^{ter} van de voornoemde wet van 3 januari 1933.

De aanhef van het ontwerpbesluit moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

4. Bij artikel 37 van de wapenwet wordt een Adviesraad voor wapens opgericht.

In dat artikel, dat deel uitmaakt van de van kracht zijnde bepalingen van de wapenwet, staat, in het tweede lid, tweede zin, dat het advies van de Raad vereist is over de ontwerpen van besluit genomen ter uitvoering van verscheidene punten van artikel 35 van de genoemde wet.

Verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit vallen onder de bepalingen waarover het advies van de raad moet worden ingewonnen.

Dat geldt bijvoorbeeld voor :

a) de bepalingen vervat in artikel 7 van het ontwerpbesluit die ertoe strekken wijzigingen aan te brengen in de hoofdstukken VIII en IX van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in artikel 35, 6° en 7°, van de wapenwet;

b) de bepalingen vervat in artikel 8 van het ontwerpbesluit die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 augustus 1994 betreffende de Europese Vuurwapenpassen, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in artikel 35, 6°, van de wapenwet;

c) de bepalingen vervat in artikel 12 van het ontwerpbesluit die strekken tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen, welke bepalingen hun rechtsgrond vinden in artikel 35, 1°, van de wapenwet;

d) artikel 17, paragraaf 2, van het ontwerpbesluit, dat zijn rechtsgrond vindt in artikel 35, 6°, van de wapenwet.

In casu is, zoals bevestigd door de gemachtigden van de minister, over die bepalingen werd geen advies ingewonnen bij de Adviesraad voor wapens.

Weliswaar, zoals de gemachtigden van de minister ook hebben bevestigd, zijn de leden van de raad tot op heden nog niet benoemd, en de Koning heeft geen gebruik gemaakt van de bevoegdheid die Hem bij artikel 37, eerste lid, tweede zin, van de wapenwet is toegekend, om de werkwijze van de raad vast te stellen.

Aangezien artikel 37 van de wapenwet van kracht is, zijn die omstandigheden niet afdoende om te aanvaarden dat de bepalingen waarvoor het advies van de raad vereist is, zonder zulk een advies worden uitgevaardigd.

.../...

Er moet voor gezorgd worden dat aan dat vormvoorschrift wordt voldaan.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Er is geen reden om er in paragraaf 1, derde lid, eerste zin op te wijzen dat de beslissing van de gouverneur gemotiveerd moet worden, aangezien die verplichting reeds opgelegd is bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Terwijl artikel 6, § 2, van de wapenwet de Koning opdraagt de voorwaarden te bepalen waaronder de gouverneur de in die bepaling bedoelde bijzondere erkenningen kan verlenen, laat de ontworpen paragraaf 2 de gouverneur een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid wanneer hij één voor één de hem voorgelegde aanvragen onderzoekt en wanneer hij de voorwaarden bepaalt voor het verlenen van de bijzondere erkenningen.

De basiscriteria voor de beoordeling van de aanvragen om een bijzondere erkenning behoren nauwkeuriger in het ontwerpbesluit zelf te worden bepaald.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 2

De voorliggende bepaling moet in verband worden gebracht met artikel 11, § 3, 9°, van de wapenwet, waarin één van de voorwaarden wordt vermeld waaraan iemand moet voldoen om een vergunning voor het voorhanden hebben van een vuurwapen te krijgen.

Die wetsbepaling luidt als volgt :

"9° een wettige reden opgeven voor de verwerving van het betrokken wapen en de munitie. Het type wapen moet overeenstemmen met de reden waarvoor het gevraagd wordt. Deze wettige redenen zijn, onder de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen voorwaarden :

- a) de jacht en faunabeheersactiviteiten;
- b) het sportief en recreatief schieten;
- c) de uitoefening van een beroep dat bijzondere risico's inhoudt;
- d) de persoonlijke verdediging van personen die een objectief en groot risico lopen en die aantonen dat het voorhanden hebben van een vuurwapen dit groot risico in grote mate beperkt en hen kan beschermen;
- e) de intentie een verzameling historische wapens op te bouwen;
- f) de deelname aan historische, folkloristische, culturele of wetenschappelijke activiteiten".

Bij de parlementaire voorbereiding van de voornoemde wet van 8 juni 2006 zijn de inhoud en de strekking van de machtiging die bij deze bepaling aan de Koning wordt verleend, als volgt uiteengezet :

"Gezien de wettige reden kan verschillen afhankelijk van de situatie, het type wapen en de hoedanigheid van de betrokken persoon, zullen de in de wet opgesomde aanvaardbare redenen met alle nodige nuanceringsen worden gepreciseerd in een uitvoeringsbesluit." ⁶

In artikel 2 van het ontwerpbesluit wordt de aan de Koning verleende machtiging, die aldus is gepreciseerd tijdens de parlementaire voorbereiding van de voornoemde wet van 8 juni 2006, eigenlijk alleen ten uitvoer gelegd met betrekking tot de reden genoemd in littera e) van artikel 11, § 3, 9°, hiervan.

Voor het overige is de voorliggende bepaling volstrekt lacuneus.

⁽⁶⁾ Gedr. St., Kamer, zitting 2005-2006, nr. 2263/1, blz. 26

Wat dat betreft zij opgemerkt dat het ontwerpbesluit, doordat in 1° daarvan enkel wordt bepaald dat "voor alle opgesomde redenen", de gebruikte wapens "daartoe geschikt" moeten zijn, slechts een parafrase bevat van de regel die reeds is geformuleerd in artikel 11, § 3, 9°, van de wapenwet, luidens welke "het type wapen moet overeenstemmen met de reden waarvoor (de vergunning) gevraagd wordt". Daarnaast wordt in onderdeel 3°, waarin met betrekking tot de reden genoemd in littera f) van artikel 11, § 3, 9°, van de wet, voorzien wordt in de verplichting "de noodzaak van het voorhanden hebben van een vuurwapen en van eventuele munitie (aan te tonen)", alleen maar de verplichting in herinnering gebracht die reeds volgt uit die wetsbepaling, namelijk om de passende wettige reden waarover het gaat op te geven. Aldus brengt het ontwerpbesluit niet de preciseringen en nuanceringen aan die, zoals in de parlementaire voorbereiding van de voornoemde wet van 8 juni 2006 staat, de Koning moet aanbrengen rekening houdend met de verschillende gevallen die zich kunnen voordoen.

Het ontwerpbesluit moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 3

In de ontworpen tekst, die strekt tot uitvoering van artikel 12 van de wapenwet, is er alleen sprake van het geval dat vuurwapens overgedragen worden aan of door personen die behoren tot een van de categorieën vermeld in het eerste lid, 1° en 2°, van die wetsbepaling. Daardoor wordt er in de ontworpen tekst geen rekening gehouden met het geval dat zulk een overdracht geschiedt aan of door personen die behoren tot een van de categorieën vermeld in het eerste lid, 3° en 4°, van de voornoemde bepaling.

Overigens overlappen de ontworpen paragrafen 1 en 3 in ruime mate met de bepaling die volgens artikel 7 van het ontwerp in de plaats komt van artikel 25 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Het ontwerpbesluit behoort bijgevolg te worden herzien.

.../...

Artikel 4

De redactie van het derde lid vertoont een gebrek aan samenhang : terwijl uit de eerste zin volgt dat het tweede lid niet van toepassing is op de vernietiging van de daar bedoelde wapens, is de tweede zin in bewoordingen gesteld waaruit blijkt dat de stellers van de tekst uitgaan van de veronderstelling dat het tweede lid wel van toepassing is op de vernietiging van die wapens. De stellers van de tekst dienen aan te geven wat juist hun bedoeling is.

Bovendien behoort de tekst te worden aangevuld opdat overeenkomstig artikel 35, 5°, van de wapenwet de essentiële voorwaarden worden bepaald waaronder wapens kunnen worden vernietigd door ondernemingen die daartoe door de gouverneur zijn aangesteld.

Artikel 5

Uit de thans onderzochte bepaling blijkt dat overwogen wordt om de katapulten waarvan sprake is in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 9 augustus 1980 tot indeling bij de categorie verboden wapens van de korte vlegel, bekend onder de benaming "Nunchaku", en van bepaalde katapulten, voort tot de categorie van de verboden wapens te laten behoren.

De katapulten in kwestie komen niet voor in de lijst van de verboden wapens die vastgesteld wordt in artikel 3, § 1, 1° tot 15°, en 17°, van de wapenwet.

Ze zouden alleen als verboden wapens kunnen worden beschouwd als aangetoond wordt dat ze "een ernstige bedreiging voor de openbare veiligheid kunnen vormen", overeenkomstig artikel 3, § 1, 16°, van de wet.

Mocht zulks niet het geval zijn, zou het gaan om "niet-vuurwapens" die als vrij verkrijgbare wapens worden beschouwd krachtens artikel 3, § 2, 1° van de wapenwet, zulks onder voorbehoud van de bevoegdheid die bij artikel 3, § 3, 2°, van de voormelde wet aan de Koning wordt opgedragen om ze bij de categorie van de vergunningsplichtige wapens in te delen.

.../...

Mocht niet aangetoond zijn dat de katapulten waarvan sprake is in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 9 augustus 1980 "een ernstige bedreiging voor de openbare veiligheid kunnen vormen" in de zin van artikel 3, § 1, 16°, van de wet, zou het koninklijk besluit van 9 augustus 1980 integraal opgeheven moeten worden.

Artikel 6

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de bepaling die in de plaats zou komen van artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de wapens voor wapenrekken - welk besluit voortaan het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de vuurwapens met historische, folkloristische of decoratieve waarde en de vuurwapens die voor het schieten onbruikbaar zijn gemaakt, zal heten - bedoeld is om alleen toepasselijk te zijn op de wapens waarvoor dat besluit geldt, en niet, zoals in de ontworpen tekst te kennen wordt gegeven, op alle vrij verkrijgbare vuurwapens.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 7

1. De geplande wijzigingen van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, strekken ertoe te zorgen voor de uitvoering, naar gelang van het geval, van laatstgenoemde wet of van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

Teneinde elke dubbelzinnigheid te voorkomen, zou het raadzaam zijn om het opschrift van het voormelde koninklijk besluit van 20 september 1991 dienovereenkomstig te herzien.

2. In hoofdstuk III van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991, wordt bij de voorliggende bepaling de regeling van de voorlopige vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen behouden, welke regeling heel in het bijzonder vervat is in artikel 9*bis*, § 4, van dat besluit.

Zulks is in tegenspraak met artikel 11 van de wapenwet, waarin niet in zulk een regeling wordt voorzien.

Het ontwerpbesluit behoort bijgevolg te worden herzien.

3. In verband met de bepaling die in de plaats zou komen van artikel 25 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 1991, wordt verwezen naar hetgeen gezegd is over artikel 3 van het ontwerpbesluit.

Artikel 8

Uit de geplande wijziging van artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1994 betreffende de Europese Vuurwapenpassen, blijkt dat die vuurwapenpassen niet langer bestemd zouden zijn voor personen die zich met vuurwapens en met de bij die wapens passende munitie in de lid-Staten van de Europese Unie verplaatsen, maar alleen voor zulke personen die de hoedanigheid van jager of sportschutter bezitten.

In artikel 1, lid 4, van richtlijn 91/477/EG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens wordt de Europese vuurwapenpas evenwel gedefinieerd als "een document dat door de autoriteiten van de Lid-Staten aan een persoon die wettig houder en gebruiker van een vuurwapen wordt, op diens verzoek wordt afgegeven", waarbij niet uitsluitend wordt verwezen naar personen die de hoedanigheid van jager of sportschutter bezitten.

De geplande wijziging van artikel 1, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 8 augustus 1994, behoort dan ook te vervallen.

Artikel 9

De bepalingen die, volgens de voorliggende tekst, het eerste en het tweede lid van artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 maart 1995 ⁷ moeten worden, dienen in verband te worden gebracht met artikel 34 van de wapenwet, waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt de toepassing van de bepalingen van de artikelen 5 tot 7, 10 tot 22 en 33 van die wet, geheel of gedeeltelijk uit te breiden tot andere wapens dan vuurwapens.

Op basis daarvan beschikt de Koning over een rechtsgrond om voor de wapens waarop de ontworpen tekst betrekking heeft, de artikelen 10 tot 12 ⁸ en artikel 19 van de wapenwet te laten gelden.

Daarentegen kan niet worden aanvaard dat op die wapens toepasselijk worden verklaard de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 20 september 1991, waarvan in de ontworpen tekst melding wordt gemaakt, aangezien de rechtsgrond van die bepalingen niet ligt in de artikelen van de wapenwet die in artikel 34 van die wet worden opgesomd.

Ten slotte maakt artikel 34 het weliswaar mogelijk de artikelen 17 en 18 van de wapenwet van toepassing te verklaren op de bedoelde wapens, maar mag niet uit het oog worden verloren dat deze artikelen op heden niet van kracht zijn en dat het ontwerpbesluit niet beoogt ze in werking te stellen.

⁽⁷⁾ Koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot indeling van sommige gas- en luchtwapens en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de wapens voor wapenrekken en het koninklijk besluit van 11 januari 1995 tot indeling van sommige alarmwapens bij de categorie verweerwapens.

⁽⁸⁾ Aangezien artikel 12 toepasselijk wordt verklaard, zou het logisch zijn om ook artikel 13 toepasselijk te verklaren, aangezien het nauw verband houdt met artikel 12. De gemachtigden van de minister hebben dat beaamd.

Het ontwerpbesluit moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 10

De eerste zin van de bepaling die, volgens de onderzochte tekst, artikel 2 moet vormen van het koninklijk besluit van 18 november 1996 tot indeling van sommige alarmwapens bij de categorie verweerwapens, heeft geen ander doel dan eraan te herinneren dat de genoemde bepalingen van toepassing zijn op de betrokken vuurwapens. Een dergelijke herhaling is nutteloos.

Het ontwerpbesluit moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 12

1. De geplande wijzigingen van de artikelen 2, 1°, 4, tweede lid, en 5, 5°, van het koninklijk besluit van 24 april 1997 tot bepaling van de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het in bewaring geven en het verzamelen van vuurwapens of munitie zijn onderworpen, vooronderstellen dat artikel 5 van de wapenwet ⁹ van kracht is.

Op heden is dit evenwel niet het geval, en met het ontwerpbesluit wordt niet beoogd deze bepaling in werking te laten treden.

De tekst moet bijgevolg worden herzien.

⁽⁹⁾ Hier wordt de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens bedoeld, en niet de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, zoals dit het geval is in de versie van het voormelde koninklijk besluit van 24 april 1997 die op heden van kracht is.

2. In de tekst die ertoe strekt artikel 2, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 24 april 1997 te wijzigen, wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 16 september 1997 tot bepaling van het bedrag van de rechten en retributies die geheven worden met toepassing van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

In dat opzicht wordt verwezen naar de opmerking over artikel 13 van het ontwerpbesluit.

Artikel 13

1. Het ontwerpbesluit strekt ertoe verschillende wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 16 september 1997 tot bepaling van het bedrag van de rechten en retributies die geheven worden met toepassing van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Het voormelde koninklijk besluit van 16 september 1997 is vastgesteld op basis van artikel 28, derde lid, van de voornoemde wet van 3 januari 1933.

Deze wetsbepaling, die nog altijd van kracht is, machtigt de Koning het bedrag te bepalen van de rechten en retributies die geheven worden bij de afgifte van de documenten waarin de reeds genoemde wet van 3 januari 1933 voorziet.

De voornoemde wet van 8 juni 2006 bevat harerzijds geen bepaling die voorziet in de inning van een heffing bij de afgifte van de bij de wet bepaalde documenten ¹⁰.

⁽¹⁰⁾ Volgens de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 juni 2006 "wordt het bedrag van de rechten die geheven worden bij deze afgiften van documenten (...) bij wet bepaald" (Gedr. St., Kamer, zitting 2005-2006, nr. 2263/1, blz. 35). Deze wet is tot op heden nog niet tot stand gekomen.

Bij gebrek aan een wetsbepaling waarbij de inning van een heffing bij afgifte van de documenten waarin de voormelde wet van 8 juni 2006 voorziet, mogelijk wordt gemaakt en wordt geregeld, is zulk een heffing niet denkbaar : de Grondwet vereist dat elke heffing ten behoeve van de Staat gebaseerd is op een wet, ongeacht of het om een belasting ¹¹ dan wel om een retributie ¹² gaat.

Er moet worden verduidelijkt dat artikel 28, derde lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933 geen rechtsgrond kan opleveren voor het innen van een heffing bij de afgifte van de documenten waarin de voormelde wet van 8 juni 2006 voorziet : die bepaling is alleen in het leven geroepen om het innen van rechten of retributies mogelijk te maken bij de afgifte van de documenten bepaald bij de voormelde wet van 3 januari 1933.

De onderzochte bepaling is op dat punt vatbaar voor kritiek. De stellers ervan zijn immers uitgegaan van de veronderstelling dat de regeling van de rechten en retributies die, op basis van artikel 28, derde lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933, is ingesteld bij het voormelde koninklijk besluit van 16 september 1997, niet alleen kon worden toegepast op de afgifte van de documenten vermeld in de nog geldende bepalingen van de voormelde wet van 3 januari 1933, maar ook op de afgifte van de documenten bepaald bij de voormelde wet van 8 juni 2006.

Het ontwerpbesluit moet zo worden herzien dat rekening wordt gehouden met die opmerking.

2. In de voorliggende tekst wordt tweemaal verwezen naar artikel 17 van de wapenwet.

Die bepaling is echter nog niet van kracht en in het ontwerpbesluit wordt de inwerkingtreding ervan niet in uitzicht gesteld.

⁽¹¹⁾ Artikel 170 van de Grondwet.

⁽¹²⁾ Artikel 173 van de Grondwet.

De tekst moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 14

De onderzochte bepaling heeft tot doel vier soorten wapens in te delen bij de categorie van de vrij verkrijgbare wapens : de seinpistolen, de slachttoestellen, de toestellen voor de africhting van jachthonden en de verdovingswapens. Er wordt ook verduidelijkt dat de artikelen 5 en 7 van de wapenwet van toepassing zijn op de toestellen voor de africhting van jachthonden.

In dat verband moet het volgende worden opgemerkt :

1. In artikel 3, § 2, 4°, van de wapenwet worden seinpistolen en slachttoestellen ingedeeld bij de vrij verkrijgbare wapens.

In dat artikel wordt daar wel als voorwaarde aan verbonden dat de Koning de nadere regels bepaalt volgens welke die wapens als vrij verkrijgbaar kunnen worden beschouwd.

Bij de huidige stand van zaken lijkt dat echter niet het geval te zijn.

2. Wat de toestellen voor de africhting van jachthonden betreft, is het niet duidelijk in welk opzicht die toestellen als vrij verkrijgbare wapens zouden kunnen worden beschouwd.

Aangezien het om vuurwapens gaat, worden die toestellen enerzijds, krachtens artikel 3, § 3, 1°, van de wapenwet, geacht tot de vergunningsplichtige wapens te behoren en anderzijds zullen de artikelen 5 en 7 van de wet, zodra ze van kracht zijn ¹³, erop van toepassing zijn, zonder dat de Koning dat hoeft te memoreren.

⁽¹³⁾ Wat, bij de huidige stand van zaken, niet het geval is.

3. Wat de verdovingswapens betreft, moet het volgende onderscheid worden gemaakt :

a) Voor zover het gaat om vuurwapens, is het niet duidelijk in welk opzicht ze beschouwd kunnen worden als vrij verkrijgbare wapens. Overeenkomstig artikel 3, § 3, 1°, van de wapenwet, worden deze wapens geacht vergunningsplichtige wapens te zijn.

b) Daarentegen kan ervan uitgegaan worden dat, wanneer de verdovingswapens geen vuurwapens zijn, het gaat om "niet-vuurwapens", die overeenkomstig artikel 3, § 2, 1°, van de wapenwet beschouwd worden als vrij verkrijgbare wapens. In dat opzicht heeft het geen zin dat nog eens te vermelden in een besluit.

Het ontwerpbesluit moet worden herzien om met het bovenstaande rekening te houden.

Artikel 15

In de tekst die bestemd is om artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit van 13 juli 2000 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van schietstanden te vervangen, is het niet duidelijk om welke, uit het oogpunt van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid voor de wet aanvaardbare reden, anders dan in de thans geldende tekst, geen melding meer wordt gemaakt van de bewakingsagenten.

In verband met de voorlopige vergunning tot het voorhanden hebben van vuurwapens, wordt bovendien verwezen naar opmerking nr. 2 betreffende artikel 7 van het ontwerpbesluit.

Artikelen 17 en 18

1. De artikelen 17, § 1, 1°, tweede zin, en 18, 1°, tweede zin, stellen dat wanneer blijkt dat een aan de lokale politie overhandigd wapen wordt gezocht of staat geseind "het in beslag (wordt) genomen volgens de normale regels".

Het komt de Koning niet toe op algemene wijze voor te schrijven dat een zodanige maatregel wordt genomen in de verschillende beschouwde gevallen.

De tweede zin van artikel 17, § 1, 1°, en de tweede zin van artikel 18, 1°, dienen bijgevolg te vervallen.

2. Artikel 17, § 2, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) Onderdeel 2° voorziet in de afgifte van een "formulier model nr. 9", dit wil zeggen een formulier conform het model nr. 9 vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie in geval van overdracht van een jacht- of sportvuurwapen.

Het in de ontworpen bepaling beschouwde geval heeft evenwel niets uit te staan met het geval van overdracht van een wapen.

De tekst moet bijgevolgd worden herzien.

b) In onderdeel 3° moet worden gepreciseerd onder welke voorwaarden een wapen wordt geregistreerd.

3. Artikel 18 geeft nog aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) In onderdeel 1° moet worden bepaald in welke gevallen wordt aangenomen dat het wapen niet geladen is.

b) In verband met de tweede zin van onderdeel 2° wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt over artikel 4.

Artikel 20

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat het voormelde koninklijk besluit van 14 juni 1933, waarvan melding wordt gemaakt in onderdeel 1°, het besluit dat is opgeheven bij artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

Aangezien dit besluit reeds is opgeheven, is er geen reden om het nogmaals op te heffen.

De vermelding in onderdeel 1° van het genoemde besluit moet bijgevolg vervallen.

Artikel 21

In verband met het eerste lid, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde eenieder een redelijke termijn toe te kennen om kennis te nemen van de nieuwe regels, tenzij er een specifieke reden bestaat die een afwijking wettigt van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik van de talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	staatsraad, voorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. St. GEHLEN, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE